

Un référendum, oui, mais pas sur n'importe quel sujet, M. Macron !



Jadis, le général de Gaulle, à juste titre, raillait ceux qui ne juraient que par la suprématie supranationale européenne : « Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe ! l'Europe ! l'Europe !... mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien » moquait-il alors dans une interview de l'entre-deux tours de l'élection présidentielle de 1965.

Presque 60 ans plus tard, l'histoire semble lui donner raison. Le monstre né de l'accouplement de la carpe ultralibérale et du lapin « apolitisé », c'est-à-dire ce mollusque envahissant, gluant et agissant de façon contraire à l'intérêt des peuples qui dépendent de lui, n'aboutit qu'à la submersion de la civilisation dont il a émergé, c'est-à-dire l'Occident.

Ce chaos, engendré par tous les progressistes mondialistes de la finance et à l'initiative en sous-main des États-Unis, est reconnue aujourd'hui par beaucoup, y compris certains des adeptes les plus assidus de la religion unioniste dont la doxa s'est imposée aux esprits soi-disant éclairés comme aux plus

faibles. Mais il est bien tard et la monstrueuse machine dont a accouché le mouvement néfaste sera difficile à abattre.

Paraphrasant celui qui a toujours dit ce qu'il ferait et fait ce qu'il avait dit, nous serions en droit de dire *« on peut sauter sur son banc comme des chevreaux en criant le climat, le climat, le climat... Cela n'aboutit à pas grand-chose, on le voit clairement et cela ne signifie rien. »*

Les grands de ce monde se réunissent, ici ou là, à Paris notamment, pour prendre des décisions en faveur de l'environnement. Chacun y va, à chaque occasion, de son engagement « sincère » et « irrémédiable » avec en écho l'appel de l'égérie prépubère Greta Thunberg. Après moult réunions, discussions et motions, tout est sculpté dans le marbre de l'Histoire telle que les progressistes entendent l'écrire.

Mais finalement, cette histoire de dupe fait toujours long feu avant longtemps et le marbre s'effrite comme du papier de riz moisi. Les lâchages se multiplient, les renoncements sont légions et au bout du compte les mots ne sont demeurés que des mots qui s'envolent. Il apparaît alors que les intérêts divergents, les réalités incontournables et les prévarications de haut vol ont balayé les belles esquisses faites la main droite sur le cœur et l'autre sur le coffre-fort.

Dès lors, celui qui à l'inverse du fondateur de la V^e République, celui qui ne fait jamais ce qu'il a dit et se garde bien de dévoiler ce qu'il va faire, car de toute façon il n'en sait rien à l'avance, se joint au concert des pleureuses désopilantes et totalement inefficaces en matière de protection de l'environnement. Ça fait bien et ça pourrait faire du bien à sa cote de popularité.

Et pour donner corps à son prétendu nouveau combat pour l'écologie, il annonce un référendum sur l'inscription de la lutte pour le climat dans la Constitution.

Cette déclaration a quelque chose de pathétique et de décourageant.

Le pathétique vient de l'écart qui existe entre le bonhomme et ses nouvelles promesses qui n'engagent bien sûr que ceux qui les acceptent. Le bonhomme en question est né dans le giron de l'argent, la banque et l'affairisme. Il a été élevé au biberon de l'ultralibéralisme et n'a jamais eu comme autre moyen en perspective que la mondialisation et l'effacement de toutes les distinctions, qu'elles soient identitaire, culturelle ou nationale. La protection de l'environnement ne fait pas plus partie de ses préoccupations prioritaires que la santé publique ou l'indépendance nationale. Quand il lui arrive de s'en montrer le défenseur, c'est uniquement par souci électoraliste. Macron est un pragmatiste qui se fout de tout ce qui ne rentre pas dans le champ de ses intérêts propres. Élu sans n'avoir jamais participé au débat démocratique mais poussé par les mains de l'ombre oligarchique du monde de la finance, il joue son jeu. Il n'a pas changé et il ne changera pas, en tout cas pas au point de renier son éducation basique. C'est une réalité que trop de Français ont encore tendance à méconnaître ou à nier en dépit des évidences répétées.

Le pathétique c'est aussi qu'il utilise en connaissance de cause la Constitution, ce texte le plus important de l'organisation politique et sociale de notre pays qui mériterait de ne pas servir de prétexte à un jeu dont l'échec est connu par avance.

Mais cette démarche est aussi très inquiétante.

Proposer un référendum à la Nation est un acte intelligent, courageux, et respectueux de la démocratie. Encore faut-il ne pas se tromper de sujet. Et ici et aujourd'hui votre proposition n'est rien de tout cela, Monsieur le Président.

En effet, il apparaît comme une certitude que cette proposition de modification constitutionnelle est un leurre

dont le peuple français est la victime. Il en est la victime car le référendum est dans l'esprit des institutions l'acte suprême de son expression solennelle et absolue. Or, après le scandaleux déni du vote de 2005, se dessine en filigrane une nouvelle malversation à l'encontre de la Nation française.

Il est en effet nombre de grands sujets importants voire vitaux pour le pays, des sujets qui ne pourront se régler sans l'expression populaire. Ainsi, le problème de l'immigration qui gangrène le pays et l'étouffe à petit feu avant de l'anéantir à terme, devrait être l'objet d'une véritable question référendaire. Mais Monsieur Macron, vous vous y refusez obstinément ; mieux, vous faites mine d'en ignorer la nécessité. Vous repoussez cette idée en tout cas jusqu'à l'instant où l'intérêt de la soulever se manifesterait dans le sens de votre profit personnel.

On ne peut indéfiniment soutenir tout et son contraire.

Après 40 ans de laxisme, d'aveuglement, de compromissions et de lâcheté, la situation migratoire est telle que nul ne soutient plus qu'elle ne soit un problème vital pour la nation.

Monsieur Macron, le peuple de France attend un RÉFÉRENDUM qui ait un sens, une portée, et dont le résultat ne puisse être remis en cause.

Jean-Jacques FIFRE